

juge les résultats des élections et la tactique communiste dans la mesure où elle a favorisé ces résultats.

« Tous dans le même sac ! »... sous prétexte que les chefs socialistes se livrent à des compromissions avec la bourgeoisie. Si réelles que soient ces compromissions, empêchent-elles de nombreux ouvriers de suivre encore le Parti socialiste ? Voilà toute la question. A chaque instant, les dirigeants du Parti communiste font la distinction entre les chefs et les troupes : croient-ils que leur tactique « Classe contre classe », dirigée contre le Parti socialiste, est de nature à faire comprendre aux ouvriers socialistes qu'ils se trompent ? Comment les ouvriers pourraient-ils comprendre ? Le Parti leur dit que la grande bourgeoisie a rallié autour d'elle toutes les fractions de la bourgeoisie, et que le prolétariat est désormais « radicalisé » au point qu'on peut lui demander de renoncer d'un coup à toutes les illusions réformistes pour engager le combat contre la bourgeoisie sous la direction des communistes. Mais ils voient d'un autre côté ce Parti qui considère la situation comme révolutionnaire au point de diriger l'essentiel de ses coups contre les social-démocrates, accepter une étrange alliance avec un bourgeois autonomiste comme Dalhet, ou même favoriser l'élection des cléricaux autonomistes ! Non pas que nous voyions une objection de principe au soutien des autonomistes, mais ces désistements ne se comprendraient que dans le cadre de désistements effectués sur le reste du territoire en faveur des socialistes : l'expérience autonomiste que l'on favoriserait sans en favoriser les illusions irait alors de pair avec l'expérience socialiste dont on hâterait la maturation tout en avertissant des mécomptes qu'elle réserve. Mais si aucune illusion n'est plus permise, si la Révolution est proche et si les masses y sont prêtes, alors, il faut « rompre les ponts » avec la bourgeoisie, avec tous les soutiens de la bourgeoisie, et aucune exception ne peut être admise en faveur des autonomistes.

.

Avec la tactique communiste, les socialistes n'ont pas voulu être en reste. Ils n'ont songé qu'à rendre les coups que leur portait l'organisation concurrente. Personne, dans tout cela, n'a songé à négliger les offenses pour n'envisager que l'intérêt de la classe ouvrière.

Dans le camp socialiste, on ne pensait pas que les communistes persévéreraient

dans leur tactique, on croyait à une simple bravade. Quand le fait se trouva avéré, ce fut un concert d'imprécations contre la « trahison bolcheviste »...

« Trahison » ? Mais les socialistes ont-ils perdu le souvenir de leur refus dédaigneux du front unique et de la mise en garde dont ils avaient été l'objet ? « Trahison » ? Mais Léon Blum écrivait, dans le *Populaire* du 2 décembre : « ...Nous nous refuserons à donner au prolétariat de ce pays le spectacle *honteux et dégradant* d'une union jugée impossible sur le terrain de la bataille ouvrière, de l'organisation ouvrière, et réalisée sur le terrain électoral. » Après semblable fin de non recevoir, que pouvait-il attendre des communistes ?

Il en attendait beaucoup, sans vouloir pour cela renoncer aux concours des radicaux, mais il s'offrait le luxe, en dilettante, de stigmatiser le manque de principe des communistes. Ce n'était, comme nous l'écrivions alors, qu'une « feinte indignation », et cette attitude ne manquait pas d'un ridicule que la déception et ses colères sont venues accentuer.

Ah ! certes, si les communistes ont pratiqué une absurde tactique électorale, les socialistes sont les derniers à avoir le droit de s'en plaindre. Leur attitude équivoque à l'égard de l'Union Nationale, leur tendance à s'acoquiner aux radicaux, leur crétinisme parlementaire, leur ruée vers la collaboration de classes, leur opposition doucereuse, font bien accueillir tout échec qui ne les concernerait que personnellement. C'est seulement dans la mesure où le prolétariat peut pâtir de la tactique communiste que nous la blâmons ici.

Et que dire alors de la tactique socialiste au second tour, qui n'avait même pas l'excuse de l'erreur doctrinale, qui reflétait seulement les petites rancunes des candidatures compromises et des appétits contrariés ?

Le Parti communiste maintient ses candidats. Eh bien, on agira de même ! Pour venger les 24 socialistes qui vont succomber on fera perdre dix sièges aux communistes. A ce qu'on appelle un « crime » contre la classe ouvrière, on ajoutera un autre « crime » équivalent. Blum se maintient contre Duclos, risquant — et de peu semble-t-il — d'opérer sur son nom la concentration réactionnaire dont Clichy donna le modèle. Graziani, dans le 14^e, fait battre le communiste arrivé en tête par un blanc-bec réactionnaire ; Bessombes, dans le 15^e, se maintient sans espoir pour permettre à

la bourgeoisie d'enlever un autre siège aux communistes.

En banlieue, même histoire. A Puteaux, Jacotot maintenu contre Ménétrier, emprisonné, risque, à quelques dizaines de voix près, d'assurer le succès du nationaliste. A Montreuil, Anne fait le jeu du radical contre Daniel Renoult. Mais la honte, le scandale socialiste, c'est l'élection de Rouquier à Clichy comme candidat de concentration anticommuniste. Oui, c'est vrai, Rouquier a été désavoué par les officiels socialistes et par le *Populaire* (...mais Jacotot aussi, qui a connu depuis le retour de l'enfant prodigue après avoir été « purifié » par le suffrage universel...) ; il n'en reste pas moins vrai que Rouquier a été élu sur le seul mot d'ordre anti-communiste, avec des voix réactionnaires mêlées aux voix socialistes : rien n'indique mieux que cette élection le désarroi du Parti socialiste, impuissant à tracer des limites à sa politique de compromis et d'abdication. Et Rouquier a eu des imitateurs en province : dans le Gard, première circonscription d'Alès, le socialiste accepte d'être l'élu de la bourgeoisie d'Union Nationale contre le communiste arrivé en tête... Cela permet de juger la valeur des déclarations de Blum refusant l'appoint d'une seule voix réactionnaire !

Il faut encore dire un mot de l'attitude

des socialistes en Alsace : ils s'y sont fait les représentants de l'idée nationale, épousant la querelle de Poincaré contre l'autonomisme, accréditant la campagne chauvine d'union sacrée. Devant une telle attitude, il est bien évident qu'en Alsace les communistes ne pouvaient en aucun cas favoriser l'accession au pouvoir de ceux qui se faisaient les défenseurs des pires traditions de la bourgeoisie.

.

La nouvelle législature s'ouvre sous le signe de l'Union Nationale. La bourgeoisie a renforcé son appareil d'Etat, elle peut poursuivre avec sécurité la refonte de son organisation économique aux dépens de la classe ouvrière.

En face d'elle, un Parti communiste préoccupé surtout de sauver la face et de donner des gages, oscillé sans cesse entre un opportunisme trop réel et un « gauchisme » de commande.

Pas de politique déterminée, mais des « gestes symboliques » sans lendemain et sans portée.

La tactique électorale du Parti français est un de ces gestes. Destinée à faire oublier les défaillances de l'Internationale, elle est la rançon de l'Opportunisme.

Rançon payée par le prolétariat.

CONTRE LE COURANT

Le problème de la révolution d'après Lorient

Lorient vient de secouer un malaise qui pèse sur sa conscience depuis quelques années déjà, et qu'il prétend ne pas être seul à sentir (« Que vaut l'expérience russe ? » *La Révolution Proletarienne*, 15 mars et 1^{er} avril).

Nous ne suivrons pas Lorient dans ses critiques de détail dirigées tour à tour contre le néo-léninisme et contre les diverses oppositions. Nous nous arrêterons au fond même de sa critique, par où Lorient prétend élever le débat au-dessus des tendances et le placer en face du communisme comme tel. Le fond sur lequel Lorient construit sa critique est « la distinction absolue, définitive de la classe et des Partis politiques » (*R. P.*, n° 55, p. 9-105). De cette distinction, il fait « la base de toute son argumentation qu'il soumet à la critique révolutionnaire » (*ibid.*). Lorient fait deux griefs au Parti : d'être « politique » et comme tel étranger à la « classe » ouvrière qui est « économique ». Ensuite, de n'être que « la mino-

rité », « une fraction de la classe ». Nous nous occuperons d'abord du premier grief.

La définition de la « classe » que Lorient nous donne est nette et catégorique : « Le prolétariat ne naît pas d'une communauté d'affinités politiques, philosophiques ou religieuses, mais d'un mode déterminé de production » (*R. P.*, n° 55, p. 2-98). Cette définition est juste, mais elle est organique, passive, et, comme telle, politiquement insuffisante pour servir à la solution du problème de la révolution qui nous occupe dans ce débat.

L'opposition entre « la classe » et « le parti » que Lorient tire de cette définition organique de la classe est de même nature, de même ordre, que l'opposition entre « l'individu » et « la société » que les anarchistes tirent de leur définition organique de l'« individu ». « L'individu est un être sensible et irréductible. » Certes, l'individu est un être sensible et irréductible (inaliénable), mais comme tel, il intéresse la biologie et la psychologie, non